Veille citoyenne d'information sur les OGM et les semences

OGM : la société civile argumente son refus

Par Inf'OGM

Publié le 31/10/2003, modifié le 09/03/2026

Cette publication est la synthèse du livre « Société civile contre OGM ». Le collectif ccc-OGM a décidé de rédiger ensemble un « dossier à charges » sur les OGM. Il appréhende la problématique des OGM sous ses multiples dimensions - scientifiques, juridiques, économiques et éthiques. Pour chaque thème, l'approche analytique est privilégiée : le dossier à charge est articulé, références scientifiques à l'appui, autour d'un état des lieux du débat, d'une analyse des enjeux et de propositions. Au-delà de la diffusion d'informations, l'objectif de ce dossier est de demander un débat public au gouvernement français. OGM : la société civile argumente son refus GMO : civil society argues its refusal

58 millions d'hectares de plantes transgéniques cultivées dans le monde en 2002, soit 4% des terres arables de la planète (ou encore, un peu plus de la surface de la France). C'est à la fois peu et beaucoup. Peu si, comme nous l'annoncent les promoteurs de ces plantes, les OGM doivent à la fois protéger l'environnement de la planète et nourrir le monde ; beaucoup si, comme s'en inquiète une grande majorité de citoyens de ce monde, les OGM (plantes et bientôt animaux), constructions radicalement nouvelles, peuvent être la source de perturbations à la fois environnementales, sanitaires et socio-économiques. C'est pour refléter ces inquiétudes que plusieurs ONG, syndicats et associations françaises , regroupées au sein du collectif ccc-OGM , ont décidé de rédiger ensemble un « dossier à charges » sur les OGM. Ce dossier est le résultat d'un travail collectif auquel ont participé des rédacteurs issus de tous les horizons de la société civile. Il appréhende la problématique des OGM sous ses multiples dimensions - scientifiques, juridiques, économiques et éthiques. Pour chaque thème, l'approche analytique est privilégiée : le dossier à charge est articulé, références scientifiques à l'appui, autour d'un état des lieux du débat, d'une analyse des enjeux et de propositions. Au-delà de la diffusion d'informations, l'objectif de ce dossier est de demander un débat public au gouvernement français. Dans l'attente de la publication de l'intégrale du dossier (en français, début 2004), le collectif a souhaité en publier une synthèse , notamment pour qu'elle constitue un apport au débat lors du Forum Social Européen de Saint Denis de novembre 2003 (version anglaise également disponible). Une grande partie de ce travail a été financée par la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme. Qu'elle en soit ici remerciée. Note : les positions exprimées dans cet ouvrage collectif ont fait l'objet de relectures croisées mais restent de la responsabilité des auteurs de chaque chapitre, et n'engagent qu'eux-mêmes, à l'exception de la conclusion, position commune à tout le collectif.

Adresse de cet article : https://infogm.org/ogm-la-societe-civile-argumente-son-refus/